



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

avis 63.883/2/V
du 22 août 2018

advies 63.883/2/V
van 22 augustus 2018

sur

over

un avant-projet de loi
'modifiant l'article 80*bis* du
Code civil relatif à la
déclaration d'enfant sans vie'

een voorontwerp van wet 'tot
wijziging van artikel 80*bis* van
het Burgerlijk Wetboek
betreffende de aangifte van het
levenloos kind'

Le 10 juillet 2018, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Ministre de la Justice à communiquer un avis, dans un délai de trente jours prorogé de plein droit * jusqu'au 24 août 2018, sur un avant-projet de loi 'modifiant l'article 80bis du Code civil relatif à la déclaration d'enfant sans vie'.

L'avant-projet a été examiné par la deuxième chambre des vacations le 22 août 2018. La chambre était composée de Pierre VANDERNOOT, président de chambre, Luc DETROUX et Patrick RONVAUX, conseillers d'État, Christian BEHRENDT, assesseur, et Anne-Catherine VAN GEERSDAELE, greffier.

Le rapport a été présenté par Xavier DELGRANGE, premier auditeur chef de section.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Pierre VANDERNOOT.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 22 août 2018.

*

Op 10 juli 2018 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Minister van Justitie verzocht binnen een termijn van dertig dagen van rechtswege* verlengd tot 24 augustus 2018 een advies te verstrekken over een voorontwerp van wet 'tot wijziging van artikel 80bis van het Burgerlijk Wetboek betreffende de aangifte van het levenloos kind'.

Het voorontwerp is door de tweede vakantiekamer onderzocht op 22 augustus 2018. De kamer was samengesteld uit Pierre VANDERNOOT, kamervoorzitter, Luc DETROUX en Patrick RONVAUX, staatsraden, Christian BEHRENDT, assessor, en Anne-Catherine VAN GEERSDAELE, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Xavier DELGRANGE, eerste auditeur-afdelingshoofd.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Pierre VANDERNOOT.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 22 augustus 2018.

*

* Ce délai résulte de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, *in fine*, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973 qui précise que ce délai est prolongé de plein droit de quinze jours lorsqu'il prend cours du 15 juillet au 31 juillet ou lorsqu'il expire entre le 15 juillet et le 15 août.

* Deze verlenging vloeit voort uit artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, *in fine*, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, waarin wordt bepaald dat deze termijn van rechtswege verlengd wordt met vijftien dagen wanneer hij begint te lopen tussen 15 juli en 31 juli of wanneer hij verstrijkt tussen 15 juli en 15 augustus.

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite son examen au fondement juridique de l'avant-projet[‡], à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, l'avant-projet appelle les observations suivantes.

1. L'article 4 de la loi du 18 juin 2018 'portant dispositions diverses en matière de droit civil et des dispositions en vue de promouvoir des formes alternatives de résolution des litiges' a remplacé le livre I^{er}, titre II, du Code civil, qui comprenait les articles 34 à 101, par les nouveaux articles 6 à 83 du Code civil. La disposition relative à l'acte de déclaration d'enfant sans vie, qui faisait l'objet de l'article 80bis du Code civil, figurant dans un chapitre IV, « Des actes de décès », figure désormais dans le livre 1^{er}, « Des Personnes », titre II, « De l'état civil », chapitre II, « Des différents actes de l'état civil », section 7, « Des actes de décès », sous-section 3, « De l'acte d'enfant sans vie », qui comprend les articles 58 et 59 rédigés comme suit :

« Art. 58. Lorsqu'un enfant est décédé au moment de la constatation de sa naissance par le médecin ou l'accoucheuse, l'officier de l'état civil établit un acte de déclaration d'enfant sans vie, sur base de l'attestation médicale.

Art. 59. L'acte d'enfant sans vie mentionne :

1^o la date, le lieu, l'heure de l'accouchement et le sexe de l'enfant ;

2^o les prénoms de l'enfant, si leur mention est demandée ;

3^o le nom, les prénoms, la date de naissance et le lieu de la naissance de la mère ;

4^o le nom, les prénoms, la date de naissance et le lieu de naissance du père ou de la coparente qui est marié(e) avec la mère ou qui a fait une reconnaissance prénatale, ou, à sa demande, et avec l'autorisation de la mère, le nom et les prénoms du père ou de la coparente non marié(e) avec la mère et qui n'a pas reconnu l'enfant conçu ».

En vertu de l'article 118 de la loi du 18 juin 2018, l'article 4 de cette loi entre en vigueur le 1^{er} janvier 2019, le Roi pouvant fixer une date d'entrée en vigueur antérieure.

Il y a dès lors lieu de repenser l'avant-projet afin de l'intégrer dans les articles 58 et 59 nouveaux du Code civil.

2. Dans l'avis n° 61.997/4 donné le 4 octobre 2017 sur l'avant-projet devenu la loi du 18 juin 2018, la section de législation a fait l'observation suivante, sous les articles 58 et 59, 1^o, en projet :

« Il ressort du commentaire des articles 58 et 59, 1^o, en projet que le remplacement du terme 'accouchement' actuellement employé par l'article 80bis, alinéa 2, 1^o, du Code civil est justifié par le souci d'uniformiser la terminologie utilisée dans les alinéas 1^{er} et 2 de l'article 80bis qui sont repris par l'avant-projet dans les articles 58 et 59, 1^o, en projet. Cependant la divergence de vocabulaire que l'auteur de l'avant-projet entend supprimer

[‡] S'agissant d'un avant-projet de loi, on entend par « fondement juridique » la conformité aux normes supérieures.

n'est qu'apparente. Lorsque l'article 80bis, alinéa 1^{er}, du Code civil (article 58 en projet) se réfère 'au moment de la constatation de sa naissance', cette disposition vise le constat de l'existence d'un enfant né vivant et non décédé entre-temps et, dès lors, de sa 'naissance'. Dans l'hypothèse où l'enfant est décédé au moment où ce constat devait être posé, un tel constat n'est plus possible et c'est un acte de déclaration d'enfant sans vie qui sera établi.

En l'état actuel du droit, l'accouchement d'un enfant sans vie ou décédé préalablement au constat de sa naissance ne confère pas à celui-ci la personnalité juridique. Dès lors que le commentaire des articles 58 et 59 indique la volonté de l'auteur de l'avant-projet de ne pas modifier la situation actuelle, il est préférable de conserver les termes 'l'heure et lieu de l'accouchement' dans l'article 59, 1^o, en projet afin de ne pas créer d'ambiguïté sur le fait qu'il n'est pas possible de constater la naissance d'un enfant sans vie, ce que confirme, par ailleurs, le délégué du Ministre.

Pour des motifs similaires, le terme '[né]' sera supprimé de l'intitulé de la sous-section 3 »¹.

Cette observation a été suivie².

Il convient de prendre en compte cette observation dans la rédaction de l'article 80bis, § 3, en projet, du Code civil et dans la disposition transitoire de l'article 4 de l'avant-projet, qui seront adaptés en conséquence sans plus faire état de la notion de « naissance ».

3. L'absence de possibilité de faire figurer le nom de l'enfant dans l'acte de déclaration d'enfant sans vie dans l'hypothèse, visée au paragraphe 2, d'un décès au moment de la constatation de celui-ci après une grossesse de 140 à 179 jours à dater de la conception, contrairement à l'hypothèse prévue par le paragraphe 1^{er} d'une grossesse de 180 jours ou plus, ne fait pas l'objet dans l'exposé des motifs d'une justification au regard des articles 10 et 11 de la Constitution. L'exposé des motifs gagnerait à être complété sur ce point, compte tenu de l'objectif poursuivi, à savoir la prise en considération du travail de deuil des parents.

*

¹ *Doc. parl.*, Chambre, 2017-2018, n° 54-2919/1, p. 524, <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/avis/61997.pdf>.

² *Ibid.*, pp. 113 et 114.

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten ‘op de Raad van State’, gecoördineerd op 12 januari 1973, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het voorontwerp,[‡] de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat die drie punten betreft, geeft het voorontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

1. Bij artikel 4 van de wet van 18 juni 2018 ‘houdende diverse bepalingen inzake burgerlijk recht en bepalingen met het oog op de bevordering van alternatieve vormen van geschillenoplossing’ is boek I, titel II, van het Burgerlijk Wetboek, dat de artikelen 34 tot 101 omvatte, vervangen door de nieuwe artikelen 6 tot 83 van het Burgerlijk Wetboek. De bepaling betreffende de akte van aangifte van een levenloos kind vervat in artikel 80*bis* van het Burgerlijk Wetboek, welk artikel deel uitmaakte van hoofdstuk IV “Akten van overlijden”, maakt voortaan deel uit van boek I (“Personen”), titel II (“Burgerlijke stand”), hoofdstuk II (“De verschillende akten van de burgerlijke stand”), afdeling 7 (“Akten van overlijden”), onderafdeling 3 (“Akte van een levenloos kind”), dat de artikelen 58 en 59 omvat die als volgt gesteld zijn:

“Art. 58. Wanneer een kind overleden is op het ogenblik van de vaststelling van de geboorte door de arts of de vroedvrouw, maakt de ambtenaar van de burgerlijke stand een akte van een levenloos kind op, op basis van het medisch attest.

Art. 59. De akte van een levenloos kind vermeldt:

1° de datum, de plaats, het uur van de bevalling en het geslacht van het kind;

2° de voornamen van het kind, indien hierom wordt verzocht;

3° de naam, de voornamen, de geboortedatum en de geboorteplaats van de moeder;

4° de naam, de voornamen, de geboortedatum en de geboorteplaats van de vader of de meemoeder, die gehuwd is met de moeder of die een prenatale erkenning heeft gedaan, of, op zijn of haar vraag en mits toestemming van de moeder, de naam, de voornamen van de vader of de meemoeder die niet gehuwd is met de moeder noch het verwekt kind heeft erkend.”

Krachtens artikel 118 van de wet van 18 juni 2018 treedt artikel 4 van die wet op 1 januari 2019 in werking, en kan de Koning een vroegere datum van inwerkingtreding bepalen.

Het voorontwerp dient bijgevolg herzien te worden met het oog op de inpassing ervan in de nieuwe artikelen 58 en 59 van het Burgerlijk Wetboek.

[‡] Aangezien het om een voorontwerp van wet gaat, wordt onder “rechtsgrond” de overeenstemming met de hogere normen verstaan.

2. In advies 61.997/4, dat op 4 oktober 2017 gegeven is over het voorontwerp dat geleid heeft tot de wet van 18 juni 2018, heeft de afdeling Wetgeving de volgende opmerking gemaakt bij de ontworpen artikelen 58 en 59, 1°:

“Uit de bespreking van de ontworpen artikelen 58 en 59, 1°, blijkt dat de reden voor de vervanging van het woord “bevalling” dat thans in artikel 80*bis*, tweede lid, 1°, van het Burgerlijk Wetboek gebruikt wordt, [erin bestaat] eenheid te brengen in de terminologie die gebruikt wordt in het eerste en tweede lid van artikel 80*bis*, welke leden in het voorontwerp overgenomen worden in de ontworpen artikelen 58 en 59, 1°. Het hanteren van uiteenlopende begrippen, waaraan de steller van het voorontwerp een einde wil maken, is evenwel slechts schijn. Wanneer in artikel 80*bis*, eerste lid, van het Burgerlijk Wetboek (ontworpen artikel 58) verwezen wordt naar ‘het ogenblik van de vaststelling van de geboorte’, heeft die bepaling betrekking op de vaststelling van het bestaan van een kind dat levend geboren en intussen niet overleden is en dus op de vaststelling van de ‘geboorte’ van dat kind. Ingeval het kind overleden is op het ogenblik dat die vaststelling gedaan diende te worden, is het niet meer mogelijk een dergelijke vaststelling te doen en dient een akte van aangifte van een levenloos kind opgemaakt te worden.

Bij de huidige stand van het recht heeft een kind dat levenloos ter wereld gekomen is of vóór de vaststelling van zijn geboorte overleden is geen rechtspersoonlijkheid. Aangezien uit de bespreking van de artikelen 58 en 59 blijkt dat het de bedoeling van de steller van het voorontwerp is om de huidige regeling niet te wijzigen, zou het beter zijn de woorden ‘het uur, de plaats van de bevalling’ te behouden in het ontworpen artikel 59, 1°, teneinde geen verwarring te doen ontstaan over het feit dat het niet mogelijk is de geboorte van een levenloos kind vast te stellen, wat overigens bevestigd wordt door de gemachtigde van de minister.

Om soortgelijke redenen dient de term ‘[geboren]’ geschrapt te worden in het opschrift van onderafdeling 3.”¹

Er is rekening gehouden met die opmerking.²

Er dient met die opmerking rekening gehouden te worden bij de redactie van het ontworpen artikel 80*bis*, § 3, van het Burgerlijk Wetboek en in de overgangsbepaling van artikel 4 van het voorontwerp, welke artikelen dienovereenkomstig aangepast moeten worden zonder dat er nog sprake is van het begrip “geboorte”.

¹ Parl.St. Kamer 2017-18, nr. 54-2919/1, 524, <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/adviezen/61997.pdf>.

² *Ibid.*, 113 en 114.

3. Het feit dat het niet mogelijk is om de naam van het kind in de akte van aangifte van een levenloos kind te vermelden in het in paragraaf 2 bedoelde geval van een overlijden op het ogenblik van de vaststelling van dit overlijden na een zwangerschapsduur van 140 dagen tot en met 179 dagen te rekenen van de verwekking, anders dan in het geval van een zwangerschapsduur van 180 dagen of meer bedoeld in paragraaf 1, wordt in de memorie van toelichting niet verantwoord in het licht van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet. De memorie van toelichting zou op dat punt aangevuld moeten worden, gelet op het doel dat nagestreefd wordt, namelijk rekening houden met de rouwverwerking van de ouders.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Anne-Catherine VAN GEERSDAELE

Pierre VANDERNOOT